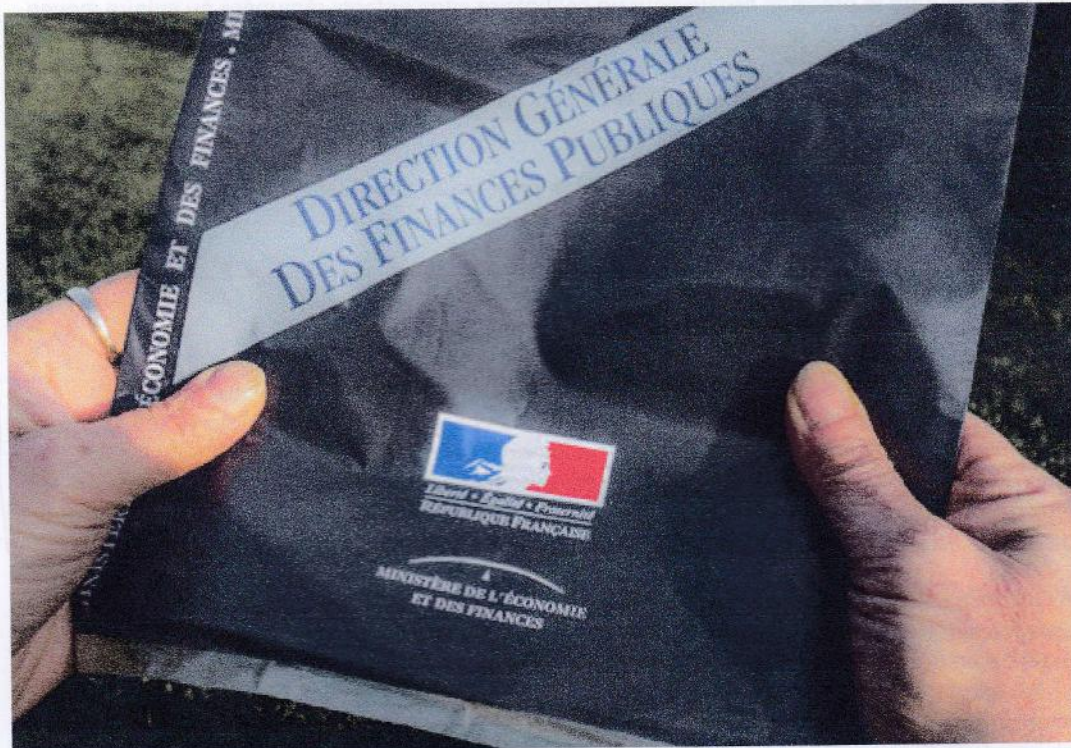


Les salariés français sont parmi les plus imposés de l'OCDE

Une étude confirme que la France fait partie des pays où la pression fiscale sur les salaires est la plus élevée.

LE MONDE ECONOMIE | 12.04.2017 à 10h24 • Mis à jour le 12.04.2017 à 11h58 | Par Marie Charrel (journaliste/marie-charrel/)



Le service en ligne de déclaration 2017 des revenus 2016 ouvre ce mercredi 12 avril PHILIPPE HUGUEN / AFP

Les Français paient-ils trop d'impôts ? Alors que le diagnostic et les propositions des candidats à la présidentielle sur le sujet divergent, le nouveau rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ne manquera pas d'alimenter les débats.

Publiée mardi 11 avril, l'étude intitulée « Les impôts sur les salaires 2017 » confirme que la France figure toujours parmi les pays de l'OCDE où la pression fiscale sur les salaires est la plus élevée. « C'est le cas depuis des années, commente François Ecalte, ancien conseiller maître de la Cour des comptes et fondateur du site d'analyse des finances publiques Fipeco. Sachant que la France est également le [deuxième] pays, après le Danemark, où le taux de prélèvements obligatoires est le plus élevé, ce n'est pas une surprise. »

AY



(#)

PUBLICITE

J'ADORE INJOY. Le nouveau parfum de Dior. (#)

Découvrez une nouvelle sensation. Un floral fruité-salé à la fraîcheur joyeuse et saisissante de beauté.

Sur les trente-cinq pays membres de l'OCDE, le prélèvement d'impôts et de cotisations sociales sur les revenus du travail s'élevait en moyenne à 36 % en 2016, soit une diminution de 0,07 point par rapport à 2015 et d'un point par rapport à 2000. « Cette baisse est à l'œuvre depuis plusieurs années et annule en partie des hausses intervenues juste après la crise », souligne le rapport.

Lire aussi : [Les candidats face au « ras-le-bol fiscal »](http://www.lemonde.fr/economie/article/2017/04/01/les-candidats-face-au-ras-le-bol-fiscal_5104348_3234.html) (leconomie/article/2017/04/01/les-candidats-face-au-ras-le-bol-fiscal_5104348_3234.html)

Plus fort taux de l'OCDE

Mais la situation est très hétérogène selon les Etats. Et, surtout, selon les ménages et leur composition. Pour la **mesurer**, l'OCDE s'est penchée sur le taux effectif d'imposition, qui prend en compte les impôts et cotisations sociales payés par le salarié et l'employeur – **impôt sur le revenu** et taxes sur les salaires, donc – et après déduction des prestations familiales.

En France, en 2016, pour un couple marié avec deux enfants et ne disposant que d'un seul salaire moyen, le poids de ces prélèvements a représenté 40 % du coût du travail. C'est plus que la moyenne des pays étudiés (26,6 %). Il s'agit surtout du plus fort taux de l'OCDE, devant la **Finlande** (39,2 %), l'**Italie** (38,6 %) et la **Belgique** (38,6 %). On est loin des pays où le taux effectif d'imposition pour les familles est le plus faible, comme la **Nouvelle-Zélande** (6,2 %), le **Chili** (7 %) et l'**Irlande** (8,3 %).

Si l'on considère la pression fiscale pour un célibataire sans enfants rémunéré au salaire moyen, c'est la **Belgique** (54 %) qui passe en tête du podium, suivie de l'**Allemagne** (49,4 %), de la **Hongrie** (48,2 %) et de la France (48,1 %). Les pays où elle est la plus faible sont, là encore, le **Chili** (7 %) et la **Nouvelle-Zélande** (17,9 %), suivis par le **Mexique** (20,1 %).

Lire aussi : Fiscalité : les propositions des principaux candidats à la présidentielle

(leconomiste.com/article/2017/04/01/ras-le-bol-fiscal-les-propositions-des-principaux-candidats-a-la-presidentielle_5104340_3234.html)

« Un frein aux embauches »

Dans les deux cas de figure, la pression fiscale a un peu baissé dans l'Hexagone, constate l'OCDE. Et cela, grâce aux nouveaux allègements de cotisations patronales intervenus en avril 2016, avec le pacte de responsabilité, intervenu à la suite du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), afin d'aider les **entreprises**. « *Reste que ces dernières paient le taux de cotisation sociale le plus élevé de l'OCDE, remarque M. Ecalte, à savoir 26,8 % des coûts de main-d'œuvre. Cela peut représenter un frein aux embauches.* »

A l'inverse, l'étude montre que, contrairement aux **idées** reçues, le coût du travail (salaires bruts, charges sociales, cotisations sociales patronales) est plus élevé en Allemagne que chez nous. Exprimé en dollars et en parité de **pouvoir** d'achat, ce qui permet les comparaisons internationales en excluant les variations liées aux monnaies, il est en effet de 73 683 dollars pour un célibataire allemand au salaire moyen, contre 65 294 dollars en France. Il reste néanmoins inférieur au niveau de la Belgique (74 439 dollars) et de la **Suisse** (74 913 dollars), qui détient le record en la matière.

« Les prélèvements financent des services publics »

Enfin, le poids de l'impôt sur le revenu français, dont l'assiette est très étroite, pèse 10,8 % seulement du coût du travail, contre 15,9 % en Allemagne, 20,8 % en Belgique. Ou 35,9 % au Danemark, où le modèle **social** est, en grande partie, financé par l'impôt.

C'est d'ailleurs ce que montre en premier lieu l'étude : « *Cette comparaison illustre avant tout le fait que certains pays ont fait le choix de **financer** leur protection sociale et leurs services publics par des impôts et des prélèvements, tandis que d'autres ont opté pour une couverture sociale privée*, explique Thomas Porcher, professeur à la **Paris School of Business** et membre du collectif des Economistes atterrés. *Il est important de **rappeler** que ces prélèvements obligatoires ne tombent pas dans un trou noir : ils financent des services publics.* »

Pour plus de justesse, il suggère de **mettre** ces résultats en parallèle avec le niveau de couverture sociale des habitants dans les différents pays, en y comparant les coûts dans le privé et dans le public pour une protection équivalente.